



uOttawa

Centre de recherche
en civilisation
canadienne-française

Le Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF), créé en 1958, est un centre de recherche, rattaché à la Faculté des arts, dont l'objectif est de susciter et de développer la recherche pluridisciplinaire sur la culture et la société canadiennes-françaises.

Pour de plus amples informations :

Centre de recherche en civilisation
canadienne-française
Université d'Ottawa, Pavillon Morisset
65, rue Université, pièce 041E
Ottawa, ON, K1N 6N5

Tél. : 613-562-5800 poste 4494

Télééc. : 613-562-5143

Ext : 1-977-868-8292 poste 4494

Courriel : bonsaint@uottawa.ca

Site Internet : www.crccf.uottawa.ca

Les Trésors du CRCCF

Les Trésors du CRCCF est une chronique qui vise à vous faire découvrir certains fonds d'archives exceptionnels disponibles pour consultation au centre.

L'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO)

par Nicole Bonsaint, archiviste, CRCCF

Les 18, 19 et 20 janvier 1910, lors du grand congrès des Canadiens français de l'Ontario, naissait l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario (ACFÉO). Les archives de l'ACFO acquises le 9 décembre 1969 de l'Association canadienne-française de l'Ontario, sont conservées au Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF) et regorgent d'une richesse documentaire inestimable pour les chercheurs qui s'intéressent à toutes les questions touchant les francophones de l'Ontario, notamment dans les domaines de l'éducation, la culture, la politique, l'économie, la santé et les services sociaux, et ce, de 1910 à 2006, année de dissolution de l'ACFO. En cette année du centenaire de l'ACFÉO-ACFO-AFO, « Trésors du CRCCF » vous propose une incursion dans les archives de l'ACFO.

Revenons brièvement sur les faits marquants qui ont façonné cet organisme. L'ACFÉO avait pour objectifs au moment de sa fondation la « juste revendication de tous les droits des Canadiens français de



Table d'honneur au banquet du 12^e congrès général de l'ACFÉO, Ottawa, 15 novembre 1950. Le Sénateur Gustave Lacasse, l'abbé Adrien Verrette, président du Comité permanent de la survivance française en Amérique, Mgr Adéorat Chaloux, Ernest Désormeaux, président de l'ACFÉO, Thibaudeau Rinfret, juge en chef du Canada, Lionel Chevrier, ministre des Transports du Canada. Université d'Ottawa, CRCCF, Fonds Association canadienne-française de l'Ontario (C2), Ph2-8.



Ci-dessus : Le sceau de l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario (ACFÉO) de 1938 à 1969, tel qu'il apparaît sur la page de titre des statuts de l'Association, vers 1953. Université d'Ottawa, CRCCF, Fonds Association canadienne-française de l'Ontario (C2), C2/384/2.



Les grands lauréats du concours de français 1949 : Jacques Faucher de l'école Guigues et Marguerite Patry de l'école Routhier, [Ottawa], 1949. Université d'Ottawa, CRCCF, Fonds Association canadienne-française de l'Ontario (C2), Ph2-849.



Piquet de grève des instituteurs devant l'École Brébeuf, contre l'imposition du Règlement 17 qui limitait l'usage du Français comme langue d'enseignement en Ontario, Ottawa (Ontario), février 1916. Université d'Ottawa, CRCCF, Fonds Association canadienne-française de l'Ontario (C2), Ph2-142

l'Ontario et l'infatigable surveillance de tous leurs intérêts » et ses domaines prioritaires d'activités (1926) sont « toute question concernant les écoles [...], l'usage et le respect du français, [... les] renseignements sur les groupes canadiens-français de la province [... et] tous renseignements concernant la colonisation¹ ». Selon le bref historique contenu dans le dossier Statuts et règlements (C2/19/1), l'ACFÉO connaîtra une période de réorganisation entre 1927 et 1968 portant sur : « L'obtention d'un curriculum, la formation des professeurs et l'organisation d'inspectoriats au niveau primaire (1927 à 1950). L'obtention de meilleures conditions financières pour les écoles séparées (1927 à 1963). Écoles secondaires françaises : maintes démarches infructueuses en vue d'obtenir la reconnaissance des écoles secondaires privées

(1927 à 1967) et l'obtention d'écoles secondaires dans le système public (1967 à 1968) ».

Suite à une consultation majeure auprès de ses membres, le congrès des 19 et 20 mars 1969 est consacré à la restructuration, et l'ACFÉO redéfinit son mandat comme étant « La promotion constante des intérêts des Ontariens de langue française et leur épanouissement dans tous les domaines² ». Le 30 septembre 1970, elle prend le nom d'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO). Comme le dit Brigitte Bureau³, « ce deuxième baptême de l'organisme parapluie des francophones de l'Ontario est riche et lourd en signification. Il marque le désir de l'Ontario français de se doter d'une association qui

puisse représenter toutes les facettes de la vie des Franco-Ontariennes et Franco-Ontariens, et non plus le seul secteur de l'éducation ». En 1980, l'organisme redéfinit ses objectifs, avec comme but principal « de promouvoir l'épanouissement des Ontariens de langue française ou de culture française ».

Le fonds d'archives, conservé au CRCCF, témoigne de l'ensemble des activités de l'Association canadienne-française de l'Ontario et de ses réalisations, entre autres la résistance au Règlement 17 et son amendement (1912-1927); la création de nombreux organismes franco-ontariens, tel le quotidien *Le Droit* (1913); les différentes luttes dans le domaine scolaire; la création d'écoles secondaires publiques françaises (1967-1969); l'obtention de services gouvernementaux en français (depuis 1970). Il témoigne également des structures et des changements structuraux de l'ACFO; des relations de l'ACFO

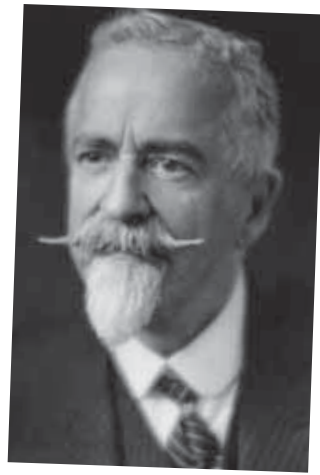
1 Description au niveau du Fonds, site Web CRCCF : <http://www.crccf.uottawa.ca/fonds/C2.html>.

2 Source : Exposition virtuelle « Passeport » : <http://www.crccf.uottawa.ca/passeport/III/D/IIID.html>.

3 Bureau Brigitte. *Mêlez-vous de vos affaires, 20 ans de luttes franco-ontariennes*, ACFO, novembre 1989, 122 p.



Sénateur Napoléon-Antoine Belcourt, vers 1900. Président de l'ACFÉO de 1910 à 1912 et de 1919 à 1932. Université d'Ottawa, CRCCF, Fonds Association canadienne-française de l'Ontario (C2), Ph2-29.



Samuel Genest (1865-1937), président du Conseil des écoles séparées d'Ottawa de 1913 à 1930 et président de l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario (ACFÉO) en 1919 et en 1932-1933. Université d'Ottawa, CRCCF, Fonds Association canadienne-française d'Ontario (C2), Ph2-33.



Sénateur Philippe Landry, président de l'ACFÉO de 1915 à 1919, vers 1912. Université d'Ottawa, CRCCF, Fonds Association canadienne-française de l'Ontario (C2), Ph2-58.



Juge Albert Constantineau, président de la commission constituante de l'ACFÉO en 1909-1910, vers 1909. Photo : Pittaway. Université d'Ottawa, CRCCF, Fonds Association canadienne-française de l'Ontario (C2), Ph2-73.

avec ses conseils régionaux et ses associations affiliées; des relations de l'ACFO avec le gouvernement du Canada, les gouvernements des provinces canadiennes, les municipalités ontariennes et d'autres organismes. Le fonds témoigne aussi des orientations, des décisions et des activités du conseil régional d'Ottawa-Carleton, de 1980 à 1992, et témoigne partiellement des activités des conseils régionaux, dont celui de Rive-Nord, de 1983 à 1987.

Les documents versés au CRCCF au fil des ans relatent l'évolution des activités de l'ACFO et sont regroupés comme suit : constitution, statuts et règlements, rapports; congrès généraux, Assemblées générales et annuelles; réunions du comité exécutif; bureau des gouverneurs; bureau de direction; conseil d'administration et autres comités; administration provinciale et administrations régionales; associations et organismes affiliés;

régie et finances; autres activités; relations avec les organismes externes; dossiers d'information; dossiers de presse et divers; dossiers thématiques de travail et d'intervention; culture; documents juridiques et constitutionnels; documents politiques, religions et valeurs humaines; gouvernement du Canada; affaires internationales; relations avec les gouvernements provinciaux; conseil régional d'Ottawa-Carleton; Conseil régional Rive-Nord; documents audiovisuels; documents photographiques; publications : *La Vie franco-ontarienne*, *Le Temps*, *ACFO-info*, *ACFO-Presse*.

À titre d'exemple, voici quelques pistes pouvant intéresser les chercheurs : la mise sur pied des écoles secondaires publiques; les crises scolaires (Sturgeon Falls, Elliot Lake, Kapuskasing, Cornwall et Penetanguishene); la création des conseils scolaires homogènes de langue française; la prise de

position de l'ACFO en matière constitutionnelle; le rôle des médias; la situation économique des francophones de l'Ontario; les mouvements coopératifs; les services juridiques en français en Ontario; le rôle des politiciens et des électeurs franco-ontariens; les services de santé en français, pour ne nommer que celles-là.

Le fonds de l'ACFO compte plus de 151,08 m linéaires de documents textuels, 1 750 documents photographiques, 56 documents sonores, ainsi que des vidéocassettes, bobines de film, affiches, cartes, dessins et gravures couvrant les années entre 1851 et 2005. Sont également disponibles sur microformes : le « Livre historique de l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario, 1910-1933 et 1926-1960 »; les ordres du jour et les procès-verbaux du comité exécutif, 1914-1963; les ordres du jour, les procès-verbaux et les documents connexes du Conseil



Manifestation contre la persécution des Canadiens français par M^{re} Fallon, Belle Rivière (Ontario), 12 novembre 1917. Gustave Lacasse, médecin de Tecumseh (Ontario) harangue la foule. Université d'Ottawa, CRCCF, Fonds Association canadienne-française de l'Ontario (C2), Ph2-111.



L'ouverture de la Maison franco-ontarienne, 60, rue Boteler, Ottawa, 17 octobre 1964. M^{re} Napoléon Gélinau, Benjamin Michaud, Guy Frégault, sous-ministre des Affaires culturelles du Québec, assis dans le fauteuil du sénateur Landry, et Roger Charbonneau. Photo : Champlain Marciel. Université d'Ottawa, CRCCF, Fonds Association canadienne-française de l'Ontario (C2), Ph2-141.

d'administration ou bureau de direction, 1913-1962.

La description des dossiers en format papier ou électronique se trouve dans des instruments de recherche, que le CRCCF met à votre disposition dans sa salle de recherche ou en ligne⁴. La collection de CRCCF compte de nombreux

4 Répertoires numériques (30 premiers versements) : Inventaire des documents de l'Association canadienne-française de l'Ontario. Vol. I, II, III, IV/Université d'Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française. — Ottawa; CRCCF, 1976-1988 (Documents de travail du CRCCF; 1, 6, 23, 27) (les volumes III et IV sont en fait des répertoires numériques); Répertoire numérique du 25^e au 30^e versements du Fonds de l'Association canadienne-française de l'Ontario/Johanne Beaumont et collab. — Ottawa; CRCCF, 1991, 381 p. (Documents de travail du CRCCF; 34); Répertoire numérique des versements 31 à 54 du Fonds Association canadienne-française de l'Ontario/Marie-Josée Lévesque et Lucie Pagé (dir.). — Ottawa; CRCCF, 1999, 408 p. (Documents de travail du CRCCF; 41); Description sommaire (versements subséquents). Vous pouvez consulter les instruments de recherche en ligne à l'adresse suivante : http://www.crccf.uottawa.ca/recherche_documentaire/bd.html.

fonds d'archives complémentaires à celui de l'ACFO⁵.

Afin de vous permettre de mieux découvrir le riche fonds d'archives de l'ACFO, nous vous présentons quelques photographies et documents textuels portant sur

5 Fonds Napoléon-Antoine Belcourt (P133); Fonds Adélarde-Chartrand (P34); Fonds Ernest-Désormeaux (P59); Fonds Gaston-Vincent (P29); Fonds Roger-Charbonneau (P218); Fonds Louis-Charbonneau (P60); Fonds Rémy-Beauregard (P45); Fonds Roger-Charbonneau (P218); Fonds Gérard-Bertrand (P250); Fonds Ernest-Adolphe-Côté (P222); Fonds Antoine-Desautels (P318); Fonds Robert-Gauthier (P255); Fonds Laurent-Isabelle (P38); Fonds Fernand-Lacasse (P297); Fonds Gustave-Lacasse (P37); Fonds Rosario-L.-Masse (P112); Fonds Gérard-Lévesque (P217); Fonds Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (C50); Fonds Le Droit (C71); Fonds Ordre de Jacques Cartier (C3); Fonds Union des cultivateurs franco-ontariens (C30); Fonds Association de la jeunesse franco-ontarienne (C9); Fonds Association française des conseils scolaires de l'Ontario (C11); Fonds Association franco-ontarienne des inspecteurs de l'enseignement et des professeurs d'école normale (C77); Fonds Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (C84); Fonds Union culturelle des Franco-Ontariennes (C67).

des personnes et des événements marquants de l'histoire de l'ACFO.

Les quintuplées Dionne et la lutte pour l'éducation en français

Appuyés par l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario (ACFÉO), les parents réussissent, non sans heurts, à leur assurer une éducation française et catholique. Le 26 février 1938, Elzire et Oliva Dionne demandent à l'ACFÉO de prendre en main la direction de l'éducation de leurs quintuplées de concert avec le ministère de l'Éducation. Ils estiment que le D^r Blatz utilise l'anglais au détriment du français pour son seul intérêt professionnel et l'exploitation commerciale des jumelles. Or, les parents Dionne ne reconnaissent au D^r Blatz aucune autorité et aucun droit dans l'éducation de leurs enfants. Après une enquête par le tuteur public, P. D. Wilson, le procureur général de l'Ontario, Gordon Conant, décide de renvoyer

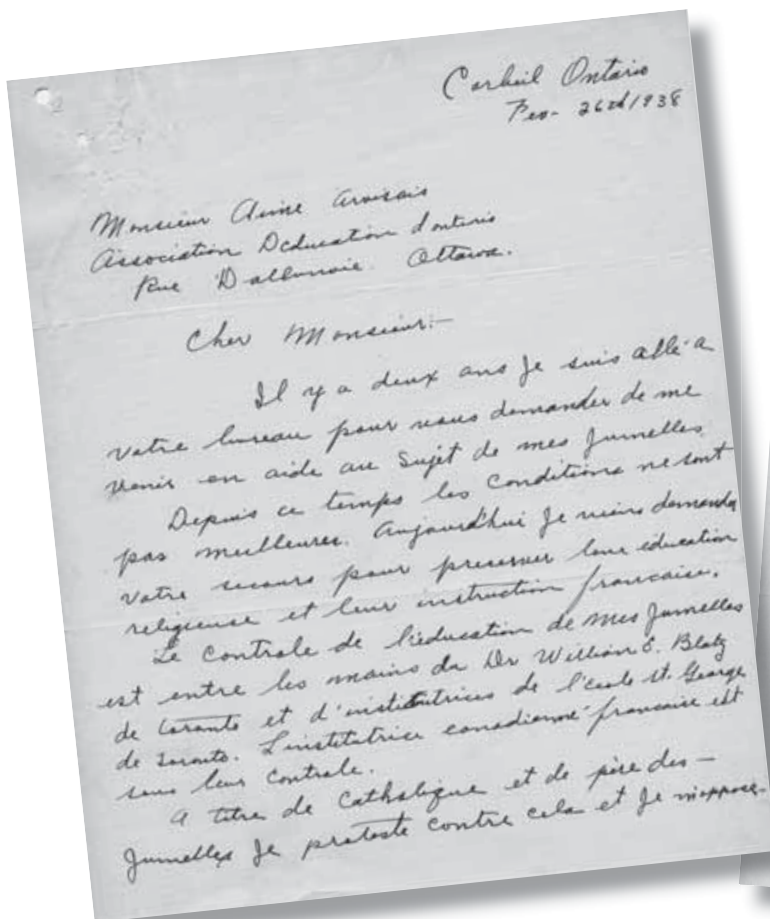
l'équipe de Blatz. Au printemps 1938, le gouvernement de l'Ontario place la responsabilité de l'éducation des quintuplées entre les mains du ministre de l'Éducation et du directeur de l'enseignement français en Ontario, Robert Gauthier.

L'histoire de l'éducation des quintuplées Dionne est extraordinaire, car elles se développent sous le regard constant du public. Durant cette période, elles font leurs premières années élémentaires dans une école

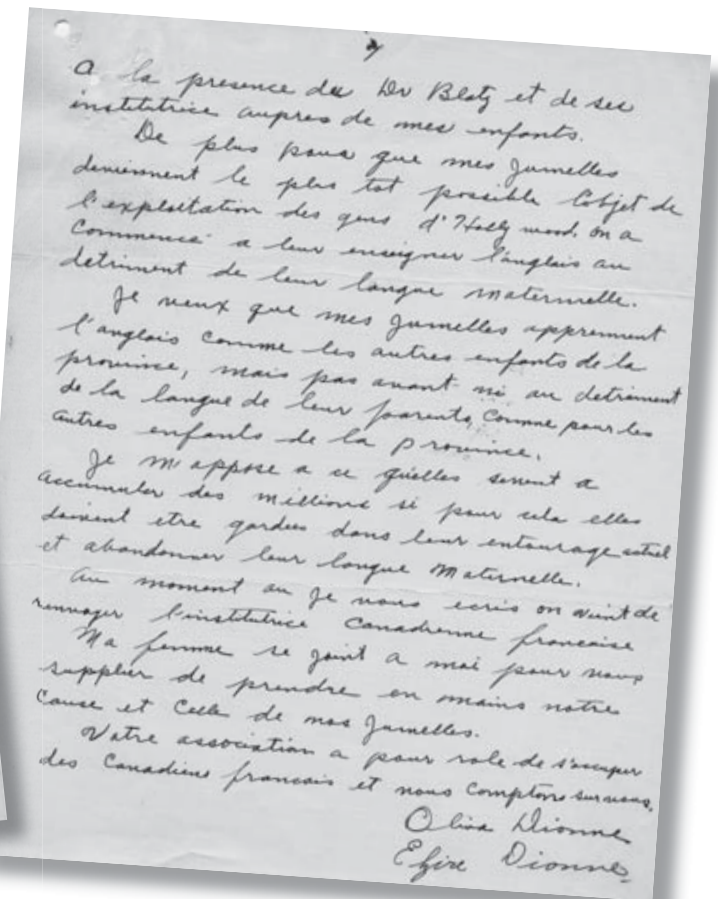
aménagée à leur pouponnière. Leurs progrès sont continuellement suivis par les médias. En 1942, la pouponnière Dionne est transformée en école privée. La prise en charge de l'enseignement à l'école élémentaire privée Dionne par les Sœurs de l'Assomption réduit leur exposition dans les médias. Dès lors, l'éducation des petites Dionne devient un modèle canadien-français d'éducation catholique. Au secondaire, elles fréquentent la Villa Notre-Dame. Leur ancienne

pouponnière, devenue école primaire privée, abrite maintenant un pensionnat qui accueille quelques jeunes filles sélectionnées à travers le Québec et l'Ontario français. Malgré l'image de bonheur qu'elles projettent pendant toute leur scolarisation, les quintuplées déploreront plus tard que leur éducation, dans un contexte artificiel et isolé du monde, ne les ait pas bien préparées à mener une vie sociale équilibrée⁶.

6 Source : <http://www.crccf.uottawa.ca/passeport/IV/IVB1d/IVB1d.html#haut>.



Lettre d'Oliva Dionne et Elzire Dionne à Aimé Arvisais, secrétaire de l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario (ACFÉO), Corbeil, 26 février 1938, p.1 et 2. Université d'Ottawa, CRCCF, Fonds Association canadienne-française de l'Ontario (C2), C2/177/7b-p1 et 2.



équipe médicale dirigée par le Dr Alan Roy Dafoe permet à ces petites sœurs fragiles, filles d'Elzire et d'Oliva Dionne, de survivre. L'intérêt du public envers ces petites Franco-Ontariennes s'accroît rapidement. Bientôt, le gouvernement ontarien les places en tutelle. Les jumelles Dionne deviennent alors « pupilles du Roi George V ». Dès 1935, leur éducation est placée entre les mains d'experts du monde de la médecine et de la psychologie expérimentale. Ces experts souhaitent alors se servir de la notoriété des jumelles pour promouvoir les dernières techniques de l'éducation moderne des enfants.

Mise en contexte : Le 28 mai 1934, les quintuplées Dionne naissent dans une ferme de la petite communauté franco-ontarienne de Corbeil située à l'est du Lac Nipissing et deviennent rapidement les enfants les plus connus à travers le monde. Durant leurs premières années, une